

Burundi : Mkapa veut un sommet de l'EAC face au blocage du dialogue

RFI, 20-02-2017 La fin des discussions sur la crise politique au Burundi a eu lieu dimanche 19 février. Après quatre jours de négociations à Arusha, c'est toujours l'impasse. Le facilitateur Benjamin Mkapa n'a pas obtenu de document signé de toutes les parties. Il a cependant rassemblé des propositions concrètes sur plusieurs points qui font débat. Le boycott du gouvernement en dernière minute a pesé sur cette session de pourparlers. Ce dimanche le facilitateur et ancien président tanzanien Mkapa a d'ailleurs annoncé son intention de s'en remettre à la communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC) pour tenter de débloquer la situation.

De l'avis des participants, cette session de pourparlers a été mieux préparée que les précédentes, grâce à l'aide, entre autres, de l'Union africaine et des Nations unies. Chaque groupe a pu remettre ses propositions sur une liste de points spécifiques. Mais les discussions se sont heurtées au blocage du gouvernement qui refuse toujours de discuter avec des opposants recherchés par la justice burundaise. « On ne peut pas parler avec des gens qui sont recherchés par la justice parce qu'ils n'ont pas de liberté politique. Un criminel n'a pas de liberté d'aller donner des idées qui construisent le pays », témoigne Evariste Ndayishimie, représentant du CNDD-FDD, le parti au pouvoir. Les opposants recherchés par Bujumbura n'ont pas été arrêtés par Dar es Salam. Ils sont les premiers à regretter la chaise vide du gouvernement et demandent aux chefs d'Etat de la région de convaincre le président Pierre Nkurunziza de s'impliquer directement. « Le facilitateur à lui seul ne pourra rien faire, ne pourra jamais déplacer Nkurunziza pour qu'il vienne ici, dit Jean Minani, représentant du Cnared, la plateforme de l'opposition. Ce qui peut amener à la table des négociations, ce sont les chefs d'Etat de la sous-région. Ils doivent se préoccuper plus qu'avant de la question burundaise. » L'implication des pays voisins pour faire un point sur les obstacles au processus, c'est ce que demande désormais le facilitateur, qui a annoncé son intention de faire convoquer un sommet extraordinaire de la communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC).

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});